



Mars, 2014

## Sommaire

### SOCIETE

#### ► Panorama de la Société 2014

(P.1-2)

### SCIENCES & TECHNIQUES

#### ► Emerging nations embrace internet, mobile technology

(P. 2-3)

### ECONOMIE

#### ► A review of global food security scenario and assessment studies: results, gaps and research priorities

(P.3- 4)

### ENVIRONNEMENT

#### ► Climate Change 2014: Impacts, Adaptation, and Vulnerability

(P. 4-5)

### POLITIQUE

#### ► Chinese Engagement in Africa

#### ► Trends in international arms transfers 2013

(P.5-8)

#### Contact :

Institut Royal des Etudes Stratégiques  
Avenue Azzaitoune, Hay Riad  
Rabat 10100, Maroc  
Tél. : +212 (0) 537 71 83 83  
Fax : +212 (0) 537 71 37 99  
Email : contact@ires.ma

### ◆◆◆◆◆ SOCIETE

► **Panorama de la Société 2014/** Organisation de Coopération et de Développement Economiques (OCDE), 2014  
Source : <http://www.oecd.org/fr/els/soc/OCDE2014-PanoramadelaSociete2014.pdf>

Tags : | Société | Disparité | Inégalités | Education | Emploi | Crise économique | Protection sociale |

Ce rapport dresse un panorama des problèmes sociaux qui ont jaillit depuis le début de la crise économique. Il met en relief les différentes actions menées par les Etats pour y faire face.

Bien que l'économie mondiale ait montré quelques signes d'amélioration, les mesures de consolidation budgétaire, à moyen terme, ne permettraient pas à de nombreux pays de faire face aux conséquences sociales de la crise économique de 2008.

Le rapport souligne que les dépenses publiques liées aux allocations d'invalidité, du chômage et les prestations familiales se sont élevées au début de la crise. Il rappelle également que ces politiques publiques constituent de véritables enjeux pour les gouvernements dans la mesure où ils contribuent à l'amélioration de l'équité sociale et participent à la réduction des inégalités engendrées par la crise.

Le rapport met également les Etats en garde contre les coupes budgétaires dans le domaine de l'éducation. Un tel choix budgétaire pourrait rendre difficile l'accès à l'éducation pour certaines familles et entraîner ainsi des dommages à long terme pour les économies. De même, les réformes visant à réduire les dépenses de santé publique sont également déconseillées.

Le rapport précise que les Etats particulièrement vulnérables devraient accorder de l'importance à l'accès des populations aux services de base et à l'insertion des jeunes dans le marché du travail. Le maintien et le renforcement de l'aide aux groupes précaires devraient être au centre des stratégies visant le redressement des finances publiques et la cohésion sociale.



Les Etats doivent mettre en place des mesures sociales adéquates, favorisant le soutien aux populations pour affronter les crises futures, d'où l'intérêt croissant de cibler les dépenses sociales et les investissements et veiller que celles-ci profitent aux populations démunies.

Le rapport met en lumière l'impact de la crise à travers une panoplie d'indicateurs :

- « *Le nombre de personnes qui ne perçoivent aucun revenu d'activité a doublé en Espagne, en Grèce et en Irlande, et s'est accru de 20 % ou plus en Estonie, aux États-Unis, en Italie, en Lettonie, au Portugal et en Slovaquie* ».
- « *Les ménages pauvres ont vu leurs revenus diminuer plus fortement, proportionnellement, que les ménages aisés et ils ont moins profité de la reprise, en particulier en Espagne, en Estonie, en Grèce, en Irlande et en Italie* ».
- « *Les jeunes sont davantage exposés qu'avant la crise au risque de pauvreté : la part des 18-25 ans vivant dans des ménages dont le revenu est inférieur au revenu médian national a augmenté dans la plupart des pays — de 5 % en Espagne, en Estonie et en Turquie ; de 4 % en Irlande et au Royaume-Uni et de 3 % en Grèce et en Italie* »
- « *Les taux de fécondité ont baissé davantage encore depuis la crise, aggravant les défis démographiques et budgétaires liés au vieillissement. Alors qu'il était orienté à la hausse depuis 2000, atteignant 1.75 enfant par femme en 2008, le taux de fécondité est retombé à 1.70, la baisse des revenus et les incertitudes amenant peut-être un plus grand nombre de couples à différer un projet d'enfant ou à avoir moins d'enfants* ».
- « *S'il est trop tôt pour mesurer les effets à long terme de la crise sur la santé des populations, on sait que le chômage et les difficultés économiques contribuent à divers problèmes de santé, favorisant notamment les maladies mentales.* »



## SCIENCES & TECHNIQUES

► **Emerging nations embrace internet, mobile technology**/Pew Research Center, 2014.

Source:

<http://www.pewglobal.org/files/2014/02/Pew-Research-Center-Global-Attitudes-Project-Technology-Report-FINAL-February-13-20146.pdf>

Tags :| Sciences | Techniques | Technologie | Téléphonie mobile | Internet | Réseaux sociaux |

Les nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC) régissent aujourd'hui la vie quotidienne des populations dans les pays émergents et en développement. Selon cette enquête, les technologies sont une partie intégrante du mode de vie de ces populations dans un laps de temps très court.

Dans 21 pays sur les 24 étudiés, le taux de la population ayant un téléphone portable est d'au moins 70 %. Cinq pays enregistrent un taux dépassant les 90%, à savoir la Chine, la Jordanie (95 %), la Russie (94 %), le Chili et l'Afrique du Sud (91 %). A l'opposé, l'accès à la téléphonie mobile est moins répandu au Pakistan (53 %), en Ouganda (59 %) et au Mexique (63 %). Notons que le marché des smartphones (téléphones intelligents) demeure sous-exploité, même si certains pays en ont un accès aisé tels que le Liban (45 %), le Chili (39 %) et la Jordanie (38 %).

La technologie mobile en Afrique continue sa croissance exceptionnelle. Cette tendance a une réelle influence sur le développement économique de certains pays africains, qui connaissent un déploiement du paiement mobile, notamment les Kényans avec un taux de pénétration de la téléphonie mobile dépassant 68 %, ou encore, la diffusion cellulaire qui s'élève à 50% dans la République d'Ouganda.

Selon cette enquête, l'usage d'internet n'est pas largement répandu dans les pays émergents et en développement. Le taux varie selon la tranche haute, dont l'Argentine avec



un taux de 68 %, la Russie et le Chili 66 %, et la tranche la plus basse, dont notamment l'Indonésie enregistrant plus de 23 %, le Ghana 26 % et le Salvador 28 %. Or, une assez large population de ces pays a un usage quotidien de l'Internet. A titre d'illustration, le taux des utilisateurs d'Internet a augmenté considérablement au Liban (90 %), contre (84 %) en Jordanie. L'usage des réseaux sociaux est encore remarquable. Parmi les 24 pays sondés, 22 pays dont 70 % de la population font un usage fréquent des réseaux sociaux. Ce constat est plus marqué en Egypte (88 %), en Russie, aux Philippines (86 %) et en Tunisie (85 %).

Enfin, l'enquête précise que l'usage d'Internet est largement répandu chez les jeunes. En effet, dans 14 des 24 pays étudiés, au moins la moitié de la tranche d'âge 18-29 ans ont un accès à Internet. La Chine, la Russie et l'Argentine ont des taux très élevés de connexion, qui s'élèvent à plus de 90%. A l'exception du Pakistan, L'Ouganda et le Mexique, plus de 80 % des jeunes possèdent un téléphone cellulaire ce qui confirme le succès étonnant des produits de nouvelles technologies (NTIC) auprès de cette catégorie de population.



## ECONOMIE

### ► A review of global food security scenario and assessment studies: results, gaps and research priorities/ FOODSECURE, 2014

Source:

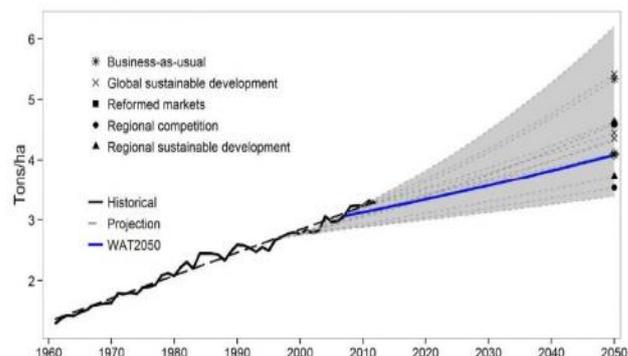
[http://www3.lei.wur.nl/FoodSecurePublications/2014/Meijerink\\_review-global-food.pdf](http://www3.lei.wur.nl/FoodSecurePublications/2014/Meijerink_review-global-food.pdf)

Tags: Economie | Sécurité alimentaire | Prospective | Scénarios | Environnement | Biocarburants | Réchauffement climatique |

Cette étude porte sur l'évolution de la sécurité alimentaire mondiale à horizon 2050. Elle compile un ensemble de travaux prospectifs effectués, durant la dernière décennie, particulièrement après l'explosion des prix des denrées alimentaires en 2007. Ces travaux, fondés sur la méthode des scénarios, sont souvent agencés avec des simulations qui font appel à des modèles macroéconomiques. Les travaux de cette étude

ont été structurés en 42 scénarios, divisés en six familles de scénarios liés à différentes hypothèses et résultats similaires. Pour chaque famille de scénario, on évalue les effets des principaux déterminants tels que le développement économique, la croissance démographique, l'évolution scientifique et technologique, les échanges commerciaux internationaux et les politiques publiques sur la sécurité alimentaire.

Les scénarios les plus positifs de la sécurité alimentaire mondiale sont ceux qui se basent sur une meilleure participation au commerce international et sur le rôle important des investissements dans l'accélération du progrès technique et l'accroissement des rendements productifs. L'étude rappelle également que l'amélioration de l'efficacité de la gouvernance économique mondiale contribuerait à la réduction des disparités et des atteintes à l'environnement.



FOODSECURE, 2014

L'importance de cette étude réside dans sa mise en évidence des différents déterminants absents de la sécurité alimentaire. D'ailleurs l'étude précise que la majorité des scénarios ne prend pas en considération que deux des quatre déterminants de la sécurité alimentaire, à savoir :

- « La disponibilité (quantités suffisantes d'aliments, qu'ils proviennent de la production intérieure, de stocks, d'importations ou d'aides) ;
- L'accessibilité (capacité de produire sa propre alimentation et donc de disposer des moyens de le faire, ou capacité d'acheter sa nourriture et donc de



*disposer d'un pouvoir d'achat suffisant pour le faire) ».*

En conclusion, l'étude préconise la poursuite de l'approfondissement de la recherche dans le domaine de la sécurité alimentaire. Elle souligne que d'autres déterminants et dimensions de la sécurité alimentaire n'ont pas été efficacement intégrés dans les modèles des simulations des différents scénarios, tels que l'évolution des marchés des biocarburants, le réchauffement climatique, les pertes après récolte et le gaspillage.



## ◆◆◆ ENVIRONNEMENT

► **Climate Change 2014: Impacts, Adaptation, and Vulnerability/** Groupe Intergouvernemental d'Experts de l'ONU sur l'Evolution du Climat (GIEC), 2014

Source: <http://ipcc->

[wg2.gov/AR5/images/uploads/IPCC\\_WG2AR5\\_SPM](http://wg2.gov/AR5/images/uploads/IPCC_WG2AR5_SPM)

[Approved.pdf](#) Carte montrant

Tags : Environnement | Changement climatique | Réchauffement climatique | Température | Atmosphère | océans | Adaptation | Vulnérabilité|

**L**e deuxième volet du cinquième rapport du groupe intergouvernemental d'experts de l'ONU sur l'évolution du climat (GIEC), compilation de douze mille publications scientifiques, met en exergue les impacts tangibles du changement climatique, recense les risques encourus et propose des pistes d'adaptation.

Les impacts du changement climatique ont affecté de manière indifférenciée toutes les régions du monde, en modifiant les systèmes naturels. Les systèmes hydrauliques ont été profondément altérés par les changements des régimes de précipitations et la fonte des glaciers, favorisant ainsi la migration des espèces animales. D'autres impacts négatifs ont été soulevés dans le secteur de la production alimentaire (blé et maïs).

Le rapport met en relief plusieurs risques au cours de ce siècle. Il s'agit

notamment de la hausse moyenne de la température à 4°C par rapport à la période préindustrielle, ce qui pourrait entraîner une perte qui pourrait, estimée à 2% des revenus annuels mondiaux.

S'agissant des ressources hydriques, le rapport souligne qu'il y aurait une réduction notable des ressources en eau de surface et souterraines dans les régions subtropicales sèches. Par ailleurs, cette ressource serait plus abondante dans les pays du Nord.

L'instabilité des prix des ressources, couplée à une demande mondiale de plus en plus importante, une baisse des ressources océaniques dues aux impacts du changement climatique entravent la sécurité alimentaire. D'ici 2050, la production de blé, du maïs et du riz devrait être affectée à cause notamment de l'augmentation de la température de 2°C par rapport aux niveaux enregistrés à la fin du 20ème siècle.

Le rapport note également que le changement climatique risquerait de ralentir la croissance économique, ce qui rendrait plus difficile la réduction de la pauvreté et risquerait d'engendrer des déplacements migratoires massifs des individus et causer des conflits interétatiques pour subvenir aux besoins rares dont notamment l'eau.

Les inondations risqueraient d'affecter de plus en plus les zones côtières et les terres basses à cause, notamment, de la hausse significative du niveau de la mer. La croissance démographique et l'urbanisation effrénée aggraveraient le risque des inondations.

L'émergence de nouvelles maladies, liées à la contamination de l'eau ou de la nourriture, serait localisée particulièrement dans les pays en développement.

Le rapport donne un aperçu des principales conséquences de la détérioration du climat par continent. Le continent africain serait marqué par une pénurie d'eau. Le continent européen connaîtrait des inondations extrêmes. En Asie, continent le plus peuplé au monde, le réchauffement climatique augmenterait les déplacements



migratoires humains. En Océanie, la biodiversité serait très menacée à cause de l'extinction de nombreuses espèces. L'Amérique du Nord serait confrontée à des événements extrêmes. Par ailleurs, l'Amérique latine subirait des pressions sur les zones semi-arides.

Enfin, le rapport souligne que l'ampleur des risques inhérents au changement climatique peut être limitée en suivant quelques mesures d'adaptation. Il recommande d'installer des systèmes d'alertes, pour prévoir les cyclones et les inondations, utiliser des techniques d'irrigation plus économes en termes d'eau, protéger les groupes vulnérables.



## **POLITIQUE**

**Chinese Engagement in Africa/** RAND Corporation, 2014

Source:<http://www.iiss.org/en/about%20us/press%20room/press%20releases/press%20releases/archive/2014-dd03/february-0abc/military-balance-2014-press-statement-52d7>

Tags : Politique | Géopolitique | Relations internationales | Afrique | Chine | Relations Sino-africaines |

**C**e rapport analyse les relations sino-africaines caractérisées par une dynamique à double sens.

L'engagement de la Chine en Afrique s'est intensifié depuis les années 1990 à travers des échanges commerciaux et de nombreux investissements.

Selon le rapport, la Chine et l'Afrique ont des intérêts réciproques et multiples. L'Afrique affiche un ensemble d'intérêts stratégiques pour la Chine. Il s'agit de :

- *L'accès aux ressources naturelles (en particulier le pétrole et le gaz) et aux matières premières;*
- *L'accès à des marchés pour les exportations chinoises ;*
- *Une légitimité politique pour Pékin ;*

- *Une stabilité et une sécurité suffisante pour poursuivre ses activités commerciales.*

Par ailleurs, l'objectif principal des Etats africains est d'avoir une reconnaissance et une légitimité politiques de la part de la Chine. De plus, la Chine pourrait contribuer à leur développement économique, tout en multipliant les aides et les investissements.

Le rapport rappelle que la présence de la Chine en Afrique n'est pas sans impact. Le renforcement des infrastructures, l'accroissement de la croissance économique et la création nette d'emplois sont parmi les effets positifs de cette présence. Cependant, l'impact de l'engagement chinois a également des effets négatifs en termes du :

- *Maintien au pouvoir de régimes non-démocratiques;*
- *Renforcement de la dépendance des Etats africains aux matières premières;*
- *Main d'œuvre non-qualifiée;*
- *Fermeture de nombreuses usines, notamment dans le textile.*

Le rapport porte également sur les perceptions des gouvernements sur le rapprochement sino-africain et sur les réactions de Pékin face à celles-ci. Malgré l'image positive que portent les Chefs d'Etat, et les gouvernements sur l'engagement chinois, l'opinion publique en a globalement une image dégradée sur les investissements chinois qui participent à l'aggravation et la propagation de la corruption, relocalisations d'emploi et la prévalence des conditions de travail jugées indécentes.

Pour construire des relations sino-africaines à long terme, la Chine s'est consacrée à déployer son soft power et multiplier ses aides dans des secteurs comme la santé, la sécurité et le développement durable.

Enfin, s'agissant des relations sino-américaines, le rapport note que la rivalité en termes d'influence et d'accès stratégiques entre ces deux puissances mondiales demeure



limitée sur le continent africain. Les exemples de coopération entre les deux pays sont peu nombreux. Par ailleurs, le renforcement des engagements économiques américains sur les marchés africains pourrait intensifier la concurrence sino-américaine et par conséquent, les pays africains pourraient en bénéficier.

**Trends in international arms transfers 2013/** SIPRI (Stockholm International Peace Research Institute), 2014.

Source: <http://books.sipri.org/files/FS/SIPRIFS1403.pdf>

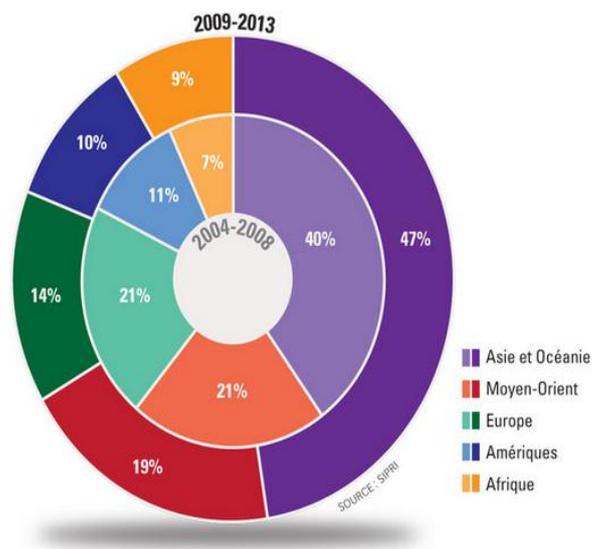
Tags : Politique | Géopolitique | Relations internationales | Tendances | Armes | Transferts d'armes |

Ce rapport présente les tendances en matière de transferts d'armes dans le monde. Durant la période 2009-2013, ces transferts ont connu une hausse considérable de 15%. Ce constat s'explique par la montée des tensions à l'échelle mondiale, due notamment aux effets divergents du printemps arabe et à la restructuration géopolitique en cours.

Le rapport souligne que les Etats-Unis, la Russie, l'Allemagne, la Chine et la France sont les premiers exportateurs d'armes pendant la période 2009-2013, totalisant près de 75% des ventes d'armes mondiales. Toutefois, les Etats-Unis et la Russie enregistrent, à eux seuls, 56% des exportations d'armes à l'échelle mondiale.

Par ailleurs, le rapport met l'accent sur la Chine qui occupe désormais une position importante en matière d'exportation d'armes. En effet, elle a considérablement progressé par rapport à la période 2004-2008 pour atteindre 212%. Rivalisant avec les puissances «classiques», notamment les Etats-Unis et la Russie, la Chine tente de conclure de transactions et de négocier des contrats avec de nouveaux clients (l'Algérie, le Maroc et l'Indonésie).

Selon le rapport, les principaux pays importateurs d'armes durant la période 2009-2013 se trouvent dans les régions d'Asie-Océanie (47% de l'armement vendu), suivie du Moyen-Orient (19%). Dans cette zone, les importations de l'Inde, de la Chine, du Pakistan, des Emirats Arabes Unis et de l'Arabie Saoudite représentent 32% des acquisitions d'armes au niveau mondial.



**SIPRI, 2014**

D'autres pays asiatiques ont connu également une évolution significative en termes d'armement notamment au niveau maritime (l'Inde, 111%, le Pakistan, 119%). Concernant les autres régions du monde, le rapport note une baisse tendancielle des importations en Europe à cause de la conjoncture économique défavorable qui s'est traduite par des restrictions budgétaires. Le même constat a été observé aux Amériques (11 % à 10 % du total mondial). L'Afrique, quant à elle, a connu une croissance considérable de 53% entre les périodes 2004-2008 et 2009-2013. Dans ce continent, l'Algérie (36%), le Maroc (22%) et le Soudan (9%) constituent les principaux importateurs d'armes.



# INDEX DES TAGS

---

## A

Adaptation .....	5
Afrique.....	6
Aquaculture .....	4
Armes .....	7
Atmosphère .....	5

## B

Biocarburants.....	3
--------------------	---

## C

Changement climatique .....	5
Chine.....	6
Consommation mondiale.....	4
Crise économique .....	1

## D

Disparité.....	1
----------------	---

## E

Economie .....	3, 4
Education .....	1
Emploi.....	1
Environnement .....	3, 5

## G

Géopolitique.....	6, 7
-------------------	------

## I

Inégalités.....	1
Internet.....	2

## M

Monde arabe .....	6, 7
-------------------	------

## O

océans.....	5
-------------	---

## P

Pêche.....	4
Politique.....	6, 7
Printemps arabe.....	6, 7
Prospective .....	3, 4
Protection sociale .....	1

## R

Réchauffement climatique.....	3, 5
Relations internationales .....	6, 7
Relations Sino-africaines.....	6
Réseaux sociaux.....	2

## S

Scénarios.....	3, 4
Sciences .....	2
Sécurité alimentaire.....	3
Société .....	1, 2

## T

Techniques .....	2
Technologie.....	2
Technologies.....	3, 4
Téléphonie mobile.....	2
Température.....	5
Tendances.....	7
Transferts d'armes .....	7

## V

Vulnérabilité .....	5
---------------------	---

